

LA PHILOSOPHIE ANALYTIQUE EN FRANCE : UN BILAN INSTITUTIONNEL

Je voudrais d'abord m'excuser de vouloir faire quelques remarques sur la situation de la philosophie analytique en France, alors que celle-ci n'est que l'un des pays francophones représentés dans la SOPHA, et qu'il serait sans doute utile également d'envisager sa situation dans les autres pays, comme la Belgique, la Suisse ou le Québec. Mais même si les problèmes sur lesquels je voudrais attirer l'attention sont spécifiquement français pour la plupart, ils ne sont pas sans analogies avec ceux qu'on peut rencontrer ailleurs. Ils me paraissent suffisamment sérieux pour qu'on y réfléchisse dans le cadre de la SOPHA. Je voudrais aussi préciser que je ne m'exprime qu'en mon nom propre.

Je ne veux pas faire ici un bilan intellectuel. Si j'avais à le faire, je dirais qu'il est plutôt bon. Après une période d'ignorance à peu près complète de la philosophie de tradition analytique dans le contexte français, mis à part les efforts pionniers d'une poignée d'individus, ce type de philosophie a au moins acquis droit de cité. Les traductions se sont multipliées, des œuvres de recherche originales ont été publiées, et il y a une, sinon des écoles françaises de philosophie analytique, ce qui ne manque pas de créer des tensions internes, et nombre de chercheurs, enseignants et étudiants y font référence, écrivent et publient à son sujet, en français et en anglais. Des colloques, des tables rondes et une certaine quantité d'enseignements universitaires lui sont consacrés, des sociétés comme la SOPHA existent. Il n'y a pas encore de revues, mais les revues existantes lui ouvrent à présent leurs colonnes depuis une vingtaine d'années. Ce n'est pas encore un raz de marée, mais la philosophie analytique a des adversaires, ce qui prouve qu'elle existe. Tantôt on nous annonce qu'elle est à la mode, on proclame son « déclin », ce qui, compte tenu de la lucidité légendaire de nos intellectuels, doit vouloir dire qu'elle ne se porte pas si mal. Que demander de plus,

compte tenu de la situation antérieure ? C'est bien là le paradoxe : si la philosophie analytique se porte bien sur le plan intellectuel, elle se porte fort mal sur le plan institutionnel, qui est sa tache aveugle. Un chroniqueur faisait remarquer récemment que la philosophie analytique, sur le plan mondial, n'existe pas, car elle est trop éclatée et variée pour qu'on puisse y déceler la moindre unité, mais il regrettait néanmoins qu'elle contrôle tout, revues, départements universitaires, cursus académiques et professionnels. En France on peut dire que c'est l'inverse : elle existe, mais elle ne contrôle rien de ce genre. Est-ce une situation enviable ?

Ce n'est un secret pour personne qu'il existe en France des conditions culturelles et institutionnelles qui rendent très difficile l'implantation d'un type de philosophie comme la philosophie analytique. Tout le monde le sait très bien, mais il vaut peut-être la peine de le souligner à nouveau.

Le fait que la philosophie soit enseignée en France au lycée depuis près de deux siècles, loin d'être un avantage que d'autres pays pourraient nous envier, est au contraire un obstacle très fort au développement d'une philosophie qui, comme la philosophie analytique, se présente sous forme essentiellement universitaire et professionnelle. La nature de l'enseignement de la philosophie français, le style des exercices comme la dissertation et le commentaire de textes, fait que les élèves n'y apprennent, au mieux, qu'à maîtriser une certaine rhétorique, à développer un discours de généralité, ou à se confiner dans la lecture des auteurs les plus classiques. La structure des programmes du baccalauréat, la formation des professeurs, les concours qui les recrutent, sont presque entièrement tournés vers l'acquisition de ces aptitudes.

Le poids de l'enseignement secondaire et du modèle qu'il représente est si grand qu'il s'étend en fait à l'enseignement supérieur universitaire. Les concours de recrutement des enseignants du secondaire, CAPES et agrégation, sont en fait la filière de sélection principale des étudiants, et leur débouché quasiment unique. Ceux-ci sont donc invités, dès leurs premières années à l'université, à préparer ces concours. Les enseignements universitaires s'y consacrent directement pour au moins trente pour cent du volume horaire, et dans la réalité ils s'y consacrent indirectement à près de soixante pour cent, dans la mesure où les contenus des cours sont la plupart du temps axés sur le programme d'agrégation et que les exercices de dissertation et de commentaires de textes sont conçus sur le modèle de ce qu'on attend dans ces concours. De plus, nombre de

petits départements provinciaux, quand ils veulent garder un nombre d'étudiants suffisant pour ne pas disparaître, doivent consacrer indirectement à la préparation au concours les enseignements de troisième ou de quatrième année. Enfin, les travaux de recherche des étudiants sont souvent consacrés, par souci d'ergonomie, à des auteurs du programme d'agrégation de l'année suivante, quand il s'agit de mémoires de maîtrise, ou même quand il s'agit de thèses, entreprises en principe au-delà de l'agrégation. Il n'y a chaque année au total qu'un nombre très limité de places à l'agrégation et au capes de philosophie. Au mieux, un petit département ne peut espérer voir qu'un ou deux étudiants au plus parmi ceux qu'elle forme obtenir ces concours, et il y a, en raison du fait qu'ils sont les seuls à pouvoir assurer des préparations complètes et compétitives, une disproportion alarmante entre les départements provinciaux et les gros départements parisiens, qui drainent la plupart des candidats et des reçus. Mais cela n'empêche pas les petits départements de continuer à consacrer la majeure partie de leurs efforts à la préparation à ces concours et aux exercices et aux programmes qu'ils commandent.

À cela s'ajoute le fait que l'enseignement supérieur français, du moins durant les deux premières années, est coupé en deux : les classes préparatoires aux grandes écoles, hébergées dans les lycées, et l'université proprement dite. L'enseignement de philosophie des classes préparatoires littéraires – les khâgnes – destiné aux meilleurs élèves de l'enseignement secondaire (alors que les moins bons vont directement à l'université), est conçu sur le modèle d'une sorte de classe de lycée améliorée, et les qualités rhétoriques de la dissertation y sont systématiquement cultivées. En fait, c'est là que les possibles futurs étudiants de philosophie apprennent à maîtriser cet exercice, dans lequel ils excelleront au moment où ils passeront les concours, alors que les étudiants des universités n'auront pas reçu un aussi bon entraînement. Les professeurs de classe préparatoire, parmi lesquels se recrutent aussi les futurs inspecteurs de l'enseignement secondaire, ont le sentiment de former une petite élite, seule garante de la vraie philosophie socratique (selon ce modèle, perpétué par Alain, il n'est pas séant d'écrire et l'activité principale du philosophe se déroule au sein de sa « classe », composée de disciples potentiels d'un maître charismatique). Ce sentiment est légitime : les professeurs de classe préparatoire forment les meilleurs élèves triés sur le volet à la sortie du lycée, ceux qui iront dans les Écoles normales, ou ceux à qui leur maîtrise des exercices scolaires permettra de passer plus aisément ensuite des concours. Ce sont

ces professeurs qui forment les futures élites de la nation, et qui perpétuent les vrais modèles de l'enseignement français de la philosophie. S'ils réussissent leurs concours d'entrée aux grandes écoles, les étudiants de classe préparatoire se sentent d'emblée étrangers à l'université, et s'ils ne réussissent pas ces concours, ils ont le sentiment de déchoir en revenant à « la fac ». Le souci quasi exclusif de réussir ces concours oriente les efforts des étudiants, pendant au moins les quatre premières années de leur cursus, vers ces préparations. Ils ne peuvent s'engager en fait dans la recherche qu'après avoir passé l'agrégation ou le CAPES, c'est-à-dire le plus souvent au moment où ils quittent l'université. Il n'y a pas d'écoles doctorales dignes de ce nom, malgré l'existence du label. Ce système gouverne une bonne partie de l'édition universitaire.

Tout est donc fait pour que l'enseignement de la philosophie dispensé dans les universités soit une sorte de parent pauvre de l'enseignement supérieur, alors même qu'il draine les quatre cinquièmes des étudiants, et que son corps enseignant est, en termes de diplômes, plus qualifié. Les départements universitaires sont en fait doublement des parents pauvres, car ils le sont aussi vis-à-vis de la recherche, qui ne se fait pas seulement dans les universités, mais aussi dans ce qu'on appelle les « Grands Établissements » indépendants des universités : les grandes écoles, l'École pratique des hautes études, l'École des hautes études en sciences sociales, et surtout au Centre national de la recherche scientifique, le CNRS, qui abrite une proportion de chercheurs à vie, déchargés statutairement de tout enseignement, au moins égale à la moitié du corps des enseignants universitaires en philosophie.

Comment s'étonner dans ce genre de conditions que la philosophie « universitaire » apparaisse peu attrayante ? Les parents d'élèves font tout pour retarder le moment où leurs rejetons étudieront à l'université, puisque celle-ci ne pratique pas de sélection, et croule sous le nombre, incapable de gérer son expansion et sa pauvreté (les grandes écoles reçoivent plus du quart du budget total de l'enseignement supérieur global pour seulement un cinquième des étudiants), concurrencée dans sa recherche par le CNRS et les autres organismes. Les futurs enseignants, en termes de salaire, ont plutôt intérêt à devenir professeurs de classe préparatoire qu'universitaires, et les futurs chercheurs ont intérêt à entrer au CNRS plutôt qu'à l'université, où ils crouleront sous le poids des cours et des amphis bondés, et quand ceux-ci ne le sont pas, dans la morosité. La seule fonction traditionnelle de prestige qui demeure encore aux mains

des universitaires est la direction des thèses, et encore ce privilège est menacé par la création croissante de diplômés de niveau doctoral dans les grands établissements, et par la possibilité, pour les chercheurs du CNRS, de diriger des thèses s'ils sont habilités par des départements d'université. Pourquoi les chercheurs, à salaire quasiment égal, iraient-ils troquer leurs conditions de travail protégées contre un enseignement peu gratifiant (les obligeant, ô scandale, à enseigner autre chose que ce qui fait l'objet de leur recherche), des responsabilités administratives sans cesse accrues, et des locaux réduits, sans bureaux individuels, sans secrétariats décents, alors même qu'ils peuvent obtenir dans leurs «laboratoires» des conditions qui, sans être brillantes, sont malgré tout moins mauvaises et moins déprimantes ?

Jerry Cohen, dans une conférence récente sur les causes du *bullshit* (foutaise) en philosophie, donne parmi ces causes l'existence d'une culture profane et non professionnelle en philosophie, le divorce de la culture littéraire par rapport à la culture scientifique, et un enseignement secondaire de la philosophie indépendant de l'université. Bien qu'il ne semble pas se rendre compte que le système universitaire anglo-saxon a produit des quantités de *bullshit* considérablement plus vastes que la France, et ceci malgré l'existence d'un monopole universitaire pour l'enseignement de la philosophie, il faut reconnaître qu'il a, au moins sur les deux premiers points, raison. Comment s'étonner qu'avec une université faible, la France soit, de loin, le pays dans lequel l'image du philosophe s'apparente le plus avec celui d'un rhéteur, capable de parler de tout et de son contraire, plus soucieux de style que de rigueur intellectuelle, plus proche du complexe journalistico-médiatique que de la salle de cours et des cénacles universitaires ?

Tout le monde sait tout cela. C'est la philosophie en général qui pâtit de cette situation, et pas seulement la philosophie analytique. Mais dans la mesure où le philosophe professionnel en France est avant tout un historien de la philosophie, il souffre moins de ce système, car les programmes d'enseignement et de concours et l'organisation de la recherche sont majoritairement consacrés à l'histoire de la philosophie. Au contraire la place accordée dans les enseignements universitaires par tout ce qui n'est pas de l'histoire est extrêmement réduite. Moins de trente pour cent des enseignements sont consacrés à la logique, à la philosophie des sciences, à des sujets comme la philosophie du langage ou la philosophie de l'esprit, et la place de la philosophie contemporaine, même quand il s'agit

d'enseigner Husserl et Heidegger, est très mince. De plus, il est très difficile d'enseigner ces sujets sous forme systématique et non historique. L'histoire de la philosophie elle-même est enseignée dans un esprit conservateur. Étant donné que la philosophie analytique n'est perçue que comme un type de philosophie contemporaine, un enseignant qui veut donner à ses étudiants une culture de base en philosophie analytique doit ou bien dépenser des trésors d'habileté pour les présenter sous une forme historique (en donnant par exemple un cours sur la querelle du réalisme moral à l'occasion d'un enseignement sur Hume) ou bien attendre les séminaires de maîtrise et de doctorat, dont les étudiants ont déjà de toute façon choisi une autre orientation. Et encore ces efforts demeurent-ils ultra-minoritaires. Le résultat est que la plupart du temps, les étudiants qui abordent un doctorat et envisagent de le faire en philosophie analytique ne disposent pas des bases minimales de leurs homologues dans les départements anglo-saxons. Il leur faut quasiment tout apprendre par eux-mêmes, dans un contexte où la misère extrême des bibliothèques universitaires ne leur donne pas accès aux publications internationales, et où les séminaires qui discutent de ces sujets sont très rares. Les quelques rescapés de ce système qui persévéraient encore à vouloir faire de la philosophie analytique ont en fait tout intérêt à partir à l'étranger, ou à choisir des sujets œcuméniques (par exemple, « philosophie analytique et phénoménologie »). Qui les blâmerait ?

Le résultat global de tout ceci est qu'il n'est pas exagéré de dire que la philosophie analytique n'est pas enseignée en France, au sens où l'enseignement d'un type de philosophie suppose une introduction systématique à ses doctrines, méthodes, et concepts de base. Certes un thomiste, un phénoménologue, ou un post-moderniste nietzschéen pourraient en dire à peu près autant, relativement à leurs préférences doctrinales respectives. Ce qui caractérise, depuis deux siècles, l'enseignement philosophique français est l'éclectisme, théorisé au siècle dernier par Victor Cousin et la plupart du temps plutôt subi que choisi. Toute harmonisation des programmes et des cursus qui aurait un tant soit peu d'unité et de méthode semble devoir être vécue comme une réinstallation de la scolastique, dont, c'est bien connu, Descartes et la République laïque ont sauvé définitivement les Français.

Pourquoi alors ai-je dit que le bilan intellectuel de la philosophie analytique en France prêtait malgré tout à l'optimisme ? Parce que malgré tout les gens qui font de la philosophie analytique en France publient dans ces domaines, l'enseignent et forment bon an mal

an des étudiants, qui passent des thèses, et obtiennent eux-mêmes, rarement mais mieux que par le passé, des postes d'enseignement. Cela tient un peu du miracle et le très petit nombre gens qui travaillent en philosophie analytique y parviennent, mais je dirais qu'il y parviennent d'autant mieux qu'ils peuvent s'isoler des conditions normales qui sont faites aux enseignants d'université dans ce pays. Si l'on confine ses enseignements dans certaines matières, comme la logique, si l'on n'a pas à participer trop à la préparation des concours, si l'on a des relations suivies avec les collègues et les chercheurs d'autres pays, si on essaie de publier en anglais, on a les moyens de sortir un peu du ghetto français. Mais on n'y parvient précisément qu'en se reconstituant en un petit ghetto, isolé du monde universitaire et scolaire ambiant. Ce type de développement, en fait, est possible en France, si la philosophie analytique se constitue en discipline spécialisée, peu enseignée, et produisant essentiellement des livres et des articles, organisant des séminaires restreints destinés à de petits groupes d'étudiants et de collègues. Ces conditions sont compatibles avec les conditions de travail des chercheurs du CNRS, et avec un mode d'organisation de la recherche dans les universités qui évite les conflits directs avec les enjeux de l'enseignement, par exemple en évitant d'organiser des séminaires au sein de son propre département pour aller les organiser ailleurs en terrain plus neutre. Et de fait c'est ainsi que la philosophie analytique a principalement progressé en France durant les vingt dernières années. Des groupes comme le CREA ont pu fonctionner à condition de passer un pacte tacite avec l'institution philosophique existante : à vous la préparation des concours, la direction des thèses, les charges usuelles de l'enseignement, à nous la recherche effective, la production intellectuelle. Et pour ceux qui ont la possibilité de se trouver dans cette situation, il n'y a pas de doute qu'on y gagne au change, parce qu'il est bien plus prestigieux, confortable et valorisant de se consacrer aux secondes tâches qu'aux premières. Bref, moins on a affaire à l'université comme elle va, mieux on se porte. On se trouve certes un peu dans la situation d'une petite élite éclairée, ou de coloniaux dans un pays sous-développé, qui ont des relations suivies avec la métropole et un certain nombre d'avantages, qui contrebalancent la misère dans laquelle vivent les autochtones. Un enseignant de lycée, écrasé sous le poids des cours et des copies à corriger, et même la plupart du temps les enseignants d'université, écrasés en plus sous celui des thèses, de l'administration et des examens, et incapables d'obtenir plus qu'une fois ou deux dans toute leur carrière des congés sabbatiques, ont bien du mal à se hisser au niveau

des conditions qui permettent de participer à la communauté des philosophes analytiques au sens international du terme. Ils peuvent d'autant mieux le faire qu'ils s'isolent du monde universitaire français ambiant, ce qui ne fait en fait que renforcer leur marginalité.

On peut considérer que les choses, en fait, sont très bien ainsi. Est-il même seulement possible de les changer? Est-il possible, en particulier, de chercher à importer à tout prix en France les caractéristiques du style d'enseignement qui prévaut dans le monde anglophone et dans la majeure partie de l'Europe, avec ce qu'il implique de concurrence entre départements et universités, de conditions de marché, quant aux postes, aux bourses de recherche? Renoncer à notre modèle «républicain» supposerait en fait de renoncer à notre système de concours publics, au principe de l'égalité des diplômes, au principe du gouvernement des universités par la puissance publique, au recrutement des universitaires par des instances nationales comme le Comité national des universités (CNU) et sans doute le renoncement au statut de la fonction publique. De plus, les gens en ont-ils vraiment envie? Si les enseignants français de philosophie sont heureux de perpétuer leur modèle «républicain» qui assure malgré tout aux enseignants de lycée un salaire, aux intellectuels un prestige et à ceux qui visent au statut de l'historien érudit une sorte de minimum garanti, pourquoi irait-on chercher à leur imposer à tout prix des modèles universitaires «libéraux» dont ils ne veulent pas?

Il faudrait aussi vaincre ce qui est peut-être l'obstacle majeur, l'obstacle linguistique : la philosophie analytique s'écrit en anglais. Le lectorat normal français d'un ouvrage de philosophie analytique ne dépasse pas, au mieux, 600 personnes. À quoi bon enseigner et écrire en français dans ces conditions, alors qu'un article en anglais donne accès au moins au double de ce public? Ne vaut-il pas mieux doser mieux ses efforts? Nos amis canadiens savent tout cela bien mieux encore que nous.

Est-il même simplement souhaitable d'essayer d'importer de tels modèles? D'abord, avons-nous très envie de nous retrouver dans un contexte comme celui des universités américaines, avec tout ce que cela implique? Le communautarisme républicain français nous a au moins préservés du communautarisme anglo-américain, et des pressions pour rejeter le «canon occidental». Après tout, même dans le monde anglophone, le développement de départements universitaires dans lesquels la philosophie analytique est dominante et prospère est très limité. Les départements qu'on cite en référence, ceux de l'Ivy League ou de quelques universités d'État comme Berkeley, sont, comparés à la masse des autres, très peu nombreux

en fait; en Australie même les départements analytiques ne regroupent qu'une poignée d'individus; dans la plupart des cas, le développement de la philosophie analytique s'est fait sur la base de petits groupes, organisés sur le modèle élitiste, et celle-ci semble trop spécialisée pour se prêter à un enseignement de masse comme celui qui est requis par les universités contemporaines. Ce constat renforce l'argument séparatiste: ne vaut-il pas mieux espérer former un petit groupe d'individus suffisamment bons et compétitifs, regroupés dans une sorte de zone franche, et faire ainsi la différence en termes de qualité, plutôt que de se lancer dans l'entreprise plus ou moins vaine d'essayer de produire un plus grand nombre de gens moins bons? Le « French watcher » Theodor Zeldin a dit: « L'université française est irréformable ». Ne vaut-il pas mieux essayer de développer ce qui marche, avec les moyens existants qui ne sont pas absolument nuls en dehors de l'université (le budget d'une équipe du CNRS en sciences de l'homme reste malgré tout plus important que celui dont disposent les équipes universitaires). Le CNRS a déjà parrainé des conférences comme les conférences Jean-Nicod, et sous l'égide des sciences cognitives on peut obtenir des moyens. Le système des *happy few*, pour autant qu'on en fasse partie, a, je l'ai déjà dit, du bon.

Il y a un second argument, dont j'apprécie toute la force: la philosophie analytique, telle qu'elle se pratique aujourd'hui, n'est-elle pas le reflet d'une situation de la recherche internationale, qui ignore les frontières, et vise à constituer par ses règles propres un marché global du savoir, passant par *internet*, les grandes revues scientifiques, et les échanges au-delà des frontières nationales? Ce système n'est-il pas à la fois ouvert (tout le monde peut y entrer, du moment qu'il a quelque chose à dire) et construit sur le modèle de petites féodalités où les membres se cooptent? Cet univers a sa *jet set*, ses petits porteurs et ses travailleurs immigrés, et tout le monde aspire à appartenir à la première plutôt qu'aux deux autres catégories. De même que la circulation des individus dans le monde capitaliste est libre, les différents philosophes analytiques de part le monde se caractérisent par leur appartenance à ce réseau mondial et cosmopolite, et non par leur appartenance à leur communauté intellectuelle nationale. Demander aux philosophes analytiques français, ou à ceux d'autres pays européens, de s'occuper de leur système d'éducation, n'est-ce pas leur demander de restreindre leur champ d'action à leur territoire national, et n'est-ce pas nier justement cette réalité transfrontalière, en leur demandant de jouer les José Bové ou les Chevènement-Pasqua?

À cela je m'empresse de répondre que même si je pense qu'il faut sauver le roquefort, je suis, en matière de savoir universitaire, un partisan farouche de la mondialisation, et un adversaire du républicanisme à la française. Mais qu'on le veuille ou non, nous ne sommes pas des citoyens du monde anglophone : nous travaillons à l'intérieur de nos limites nationales, nous avons des bourses et des postes dans nos propres pays, tant du moins que nous ne décidons pas d'émigrer. Et même si nous pouvons espérer avoir un pied dans la *jet set* analytique, nous en avons un autre dans les provinces de la *world company*. Nous avons certains devoirs vis-à-vis de nos étudiants et des membres de notre communauté. Nous ne pouvons pas simplement manger français, cotiser français à la sécurité sociale, nous marier ou nous pacser français, et avoir nos cerveaux dans les cuves analytiques. De plus le meilleur moyen de promouvoir l'internationalisation dans le domaine philosophique et universitaire, c'est de réformer en France nos institutions pour qu'elles se prêtent mieux à cette logique, et non pas de nous considérer comme déliés de tout ancrage national. À nouveau, le paradoxe est que plus on est international en tant qu'individu, plus on est dans un ghetto dans son contexte national institutionnel. Certains s'en contentent, mais ils ont tort.

C'est pourquoi je pense que nous ne pouvons pas continuer ainsi, en nous contentant de fonctionner en vase clos, y compris, à supposer que nous puissions y parvenir, au sein d'une petite communauté de philosophes analytiques qui éviterait les affrontements avec l'environnement ambiant. En premier lieu, je ne vois pas comment une philosophie quelconque peut se développer sans enseignement, avec comme objectif de trier seulement au compte goutte un petit nombre d'individus qui auront vocation à devenir essentiellement des chercheurs dans des lieux protégés et qui, à la première occasion venue, préféreront, s'ils en ont l'opportunité, aller travailler ailleurs. Certes s'ils vont travailler ailleurs, cela voudra dire que nous avons pu les former ; mais encore faudrait-il que nous puissions accueillir en contrepartie un nombre de cerveaux en fuite équivalent, et que ces cerveaux acceptent de se consacrer aux tâches d'enseignement. En deuxième lieu, il me paraît scandaleux de renoncer à donner à tous les étudiants l'accès à des contenus d'enseignement et à des méthodes de travail qu'on est prêt à considérer partout ailleurs comme normaux et de ne pas donner à ceux qui ont choisi une certaine orientation dans leur recherche la possibilité d'obtenir des bourses et des postes temporaires ou permanents d'enseignement non seulement en France mais aussi ailleurs qu'en France.

Beaucoup de témoignages sur la situation déprimante des universitaires en humanités en France, comme le retentissant article qu'a publié l'an passé Jean Fabien Spitz dans *Le Débat*¹, présupposent en fait un modèle totalement élitiste de la recherche et de l'enseignement, et sont assortis d'un mépris non déguisé pour les étudiants lambda de nos universités, ceux qui ne sont pas déjà préprogrammés pour devenir des normaliens et des chercheurs insérés dans le circuit canonique. À ces étudiants, sur lesquels n'est pas encore tombée la grâce qui les assimile dans notre cercle, nous dit en substance Spitz, il n'est même pas la peine de se consacrer. Mais comment cette grâce tomberait-elle sur eux si les membres du cénacle qui doit les recevoir se sont d'emblée désintéressés des tâches de l'enseignement élémentaire ? Au mieux, il faudrait aux philosophes rois de la recherche pure attendre qu'une classe subalterne de philosophes guerriers de l'enseignement aient préparé ces étudiants durant les premières années pour qu'il puissent s'insérer dans les cénacles. Mais qui formera cette classe subalterne ? Si nous voulons développer l'enseignement de la philosophie analytique, nous devons bien envisager de l'enseigner nous-mêmes dès les premiers cycles universitaires, y compris à ceux qui ne se destineront pas professionnellement à la philosophie, et au-delà à ceux qui préparent les concours. Cela suppose de se battre pour faire admettre que ce n'est pas nécessairement parce que certains enseignements ne sont pas consacrés à l'histoire de la philosophie ou à la philosophie allemande qu'ils ne permettent pas de préparer efficacement l'agrégation. Cela suppose aussi d'essayer d'implanter en France un type d'enseignement de l'histoire de la philosophie qui soit un peu plus ouvert aux interrogations de la philosophie contemporaine. Cette espèce de front obscur, où deux cultures s'affrontent, la traditionnelle et l'analytique, est celui sur lequel tous les enseignants d'université se trouvent. Et sur ce front, rien n'est gagné pour le petit groupe des philosophes analytiques français. Par exemple, sur près de cent quatre-vingts dossiers présentés au CNU en 2000 pour qualifier des candidats à des postes d'enseignant-chercheur en université, seulement une douzaine relevaient de la philosophie analytique au sens large, sur cette douzaine seulement six ont été retenus par le CNU, et sur ces six, deux ou trois seulement ont eu un poste effectif. Les candidats étrangers ont dû passer leur tour.

1. Voir *Le Débat*, n° 108, janvier-février 2002.

Je suis bien conscient que s'engager en France dans un type de recherche et d'enseignement du type de celui qui se pratique ailleurs en philosophie analytique, c'est se trouver face à deux sortes de cercles vicieux.

Le premier cercle vicieux est plutôt ce qu'on peut appeler une forme de *bootstrapping* : il n'y a pas moyen d'implanter durablement et profondément un style analytique en philosophie sans changer l'institution académique française en même temps, et un progrès dans l'un n'implique pas nécessairement un progrès dans l'autre ; il faut donc à la fois réformer l'institution et changer ses contenus enseignés. Ce n'est pas facile.

Le second cercle vicieux a trait aux ressources dont pourraient disposer ceux qui veulent s'engager dans ces réformes : ou bien on essaie tant bien que mal de se former et de travailler en se créant dans un environnement au mieux suboptimal et au pire hostile, des conditions de travail à peu près acceptables, mais à condition de ne pas chercher à dépenser trop d'efforts à essayer de changer un système qui semble bloqué, ou bien on prend des responsabilités pour essayer de changer ce système, mais le temps et l'énergie ainsi dépensés, outre qu'ils n'ont aucune garantie d'avoir des effets, se payent au prix de ne plus pouvoir consacrer le temps nécessaire pour participer à la recherche internationale, qui est la seule planche de salut pour un philosophe analytique français, dans la mesure où il ne dispose pas d'un environnement professionnel suffisant au plan intérieur pour avoir le sentiment d'exister un peu. Entre d'une part écrire ses articles et ses livres, aller aux colloques et en organiser, et d'autre part donner de son temps pour participer aux jurys de thèses, aux concours de recrutement, aux commissions qui décident des crédits, des postes et de l'organisation de l'enseignement, et pour confectionner des cours et des manuels pour des étudiants démunis et pour une poignée de collègues, le choix est vite fait, sans compter que les universitaires qui se sont engagés dans ce genre d'activisme ne se sont pas signalés comme faisant partie des plus progressistes et des plus créateurs, et pour cause.

Je sais que nous essayons tous de faire les deux choses à la fois, au prix d'efforts considérables, quelquefois à la limite de l'asphyxie, et au mieux au prix d'une espèce de frustration permanente. Mais dans ces conditions, que pouvons-nous attendre d'une société de philosophie analytique ? Si elle n'est là que pour organiser mieux la partie privée de notre vie de chercheurs, renforcer notre sentiment

communautaire évitant l'affrontement avec le système français ambiant, alors nous ne ferons que pérenniser le modèle du cénacle et des *happy few*. Nous pouvons faire des colloques, des tables rondes, échanger des informations, qui nous mettront, au mieux à portée d'un bon niveau de discussion et de contacts internationaux privilégiés avec nos amis étrangers. Ce sera déjà encourageant, et peut-être parviendrons-nous même, dans quelques cas, à faire aussi bien que d'autres centres. On dira, comme on le dit déjà aujourd'hui, qu'il y a une implantation analytique en France, une petite colonie ou station orbitale.

Mais si l'on s'accorde avec mon diagnostic, je crois qu'on doit avoir une ambition plus grande. Si la SOPHA ne se donne pas les moyens de réfléchir sur les conditions d'un véritable enseignement de la philosophie analytique et si elle n'en fait pas son objectif majeur, elle ne sera qu'une académie ou une amicale philosophique de plus, nous serons tous tentés, à un moment ou un autre, de participer à d'autres académies ou groupes qui favoriseront mieux nos intérêts individuels. La philosophie analytique n'y perdra pas nécessairement, pas plus qu'elle n'a réellement souffert jusqu'ici de notre manque d'organisation. Mais nous n'aurons aucune chance de la voir se développer sur une plus grande échelle, et de réellement modifier les conditions de travail de nos collègues et de nos étudiants, ni les nôtres.

Tout ceci, puisque nous sommes dans un colloque sur la norme, me conduit à formuler quelques règles que je propose aux philosophes analytiques français – je ne dis pas que je les ai toujours observées moi-même !

Dix commandements du philosophe analytique gallique

1. Si tu as fait tes études en France, tu passeras l'agrégation, car si l'exercice est stupide, il doit être à ta portée, et s'il ne l'est pas c'est que c'est toi qui n'est pas à la hauteur.
2. Si tu as le choix entre aller (ou rester) au CNRS et aller à l'université, tu choisiras la seconde possibilité, y compris par des échanges temporaires avec tes collègues d'université.
3. Tu n'écriras pas seulement en anglais, mais aussi en français, et pour tes collègues et étudiants, et tu ne citeras pas seulement des travaux en anglais dans tes écrits.
4. Dans ton université, tu proposeras des enseignements en anglais.

5. Tu participeras à ou organiseras des écoles d'été et des stages pour étudiants et collègues intéressés.
6. Tu ne confineras pas tes écrits à ton domaine de spécialisation, mais tu t'efforceras de porter la philosophie analytique dans les domaines qui intéressent traditionnellement les continentaux.
7. Tu ne négligeras pas l'histoire de la philosophie, et chercheras à montrer qu'on peut la faire autrement.
8. Tu ne négligeras pas les responsabilités académiques.
9. Tu n'accuseras pas les continentaux de tous les maux, mais seulement de la plupart d'entre eux.
10. Tu ne te présenteras pas seulement comme un philosophe analytique mais comme un philosophe tout court.

Pascal ENGEL

Université Paris-Sorbonne – Paris IV